



lundi 27 mars 2017

Le programme de Philippe Poutou Utopique... disent-ils ?

Quand Philippe Poutou défend son programme sur un plateau télé ou derrière un micro, cela ne rate pas. Il y a toujours un journaliste pour lui rétorquer : mais n'est-ce pas utopique ?

Utopiques aujourd'hui, ces mesures d'urgence pour le monde du travail ? Utopiques, l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, le partage du temps de travail entre tous jusqu'à ce que tout le monde ait un emploi ? Utopique qu'il n'y ait pas un salaire inférieur à 1 800 euros net ? N'est-ce pas un minimum que d'avoir un emploi et un salaire qui est même au-dessous du salaire moyen de 2 200 euros ?

Quant à eux, Marine Le Pen, François Fillon ou autres Bruno Le Roux, ils pensent que c'est parfaitement utopique... de vivre avec si peu ! Et ils trouvent des jobs à leur petite famille, sur des deniers publics, bien mieux payés que cela !

Serait-ce utopique encore, que les salariés de l'automobile, des banques, des transports, des hôpitaux ou du nettoyage, ceux qui font tourner la machine, aillent mettre un peu leur nez dans les comptes de leurs patrons ?

Utopique, la fin d'un cauchemar ?

Bref, utopique d'en finir avec la gangrène du chômage qui touche en réalité jusqu'à cinq millions de personnes ? Utopique de remettre sur ses pieds une société où huit multimilliardaires possèdent autant que la moitié la plus pauvre du monde ? Utopique d'envisager la fin de l'horreur des guerres qui ravagent le Moyen-Orient et une partie de l'Afrique, et dont la rapacité des trusts des grandes puissances est en grande partie responsable ?

Où trouver l'argent

Deuxième cartouche sortie par ceux qui ne peuvent pas nier que le programme d'urgence avancé serait un minimum : mais comment vous chiffreriez la dépense ? Comment vous financeriez ? Où trouver l'argent ? Il n'y en a déjà plus dans les caisses de l'État... Taratata...

L'argent, ce n'est pas ce qui manque. Cela se chiffre en millions ou milliards, par exemple ces 100 à 150 milliards d'aide que l'État verse chaque année à

un grand patronat richissime (voir les performances du CAC 40), qui pourraient avantageusement financer les postes manquants dans les écoles ou les hôpitaux. De quoi chiffrer aussi ce que la suppression du budget militaire rapporterait pour construire des logements dits « sociaux » et donner ainsi à la fois des logements aux sans-abri et du travail dans le bâtiment... Des chiffres, ils en veulent ? Il y en a trop !

Quand nous serons quelques millions en lutte

C'est surtout en travailleurs, et travailleurs en lutte, qu'il faut compter. L'an dernier contre la loi Travail, on a harcelé pendant quatre mois le gouvernement, mais une fois seulement, et pour un jour seulement un million de travailleurs sont descendus ensemble dans les rues des villes du pays. Cela n'a évidemment pas suffi. Il faut plus ! Avec une grève générale, une vraie de dix millions de travailleuses et travailleurs, on commencerait à sortir de l'utopie et à rendre réalistes nos quelques mesures d'urgence. Sans compter qu'ils entraîneraient derrière eux des centaines de milliers de jeunes, de chômeurs et bien d'autres. Et à ce nombre-là, on pourrait même pousser plus loin l'utopie !

On arriverait à l'imagination au pouvoir !

C'est seulement quand des millions commencent à prendre en main leurs affaires que ce qui apparaissait utopique devient soudain possible, voire une réalité très menaçante pour les classes dominantes.

Et si des millions d'exploités et opprimés restent mobilisés le temps qu'il faut pour l'emporter, leur colère deviendra contagieuse et même planétaire. Cela s'appelle une révolution. Comme en France à la fin du 18^e siècle, en Russie il y a un siècle, à moindre échelle dans bien d'autres pays et occasions depuis, où le système a été ébranlé si ce n'est encore renversé...

On n'a quand même pas rêvé !

Face aux échos du monde patronal... donnons de la voix !

La semaine dernière, un article du journal *Les Échos* a semé l'émotion dans l'usine. Au détour d'une phrase, dans un article par ailleurs consacré à la stratégie de « compactage » des sites du groupe PSA, l'usine Saint-Ouen était rayée de la carte...

Au CE de jeudi, la direction a bien sûr répondu qu'elle avait demandé aux *Échos* de corriger leur article, ce qu'ils avaient fait, et qu'aucune fermeture n'était prévue.

Que ce journal proche des milieux d'affaire fasse ce que PSA lui demande, il n'y a là rien d'étonnant. Ni de rassurant. Si nous voulons des garanties face à nos inquiétudes... à nous d'agir.

Pôle tertiaire ou boîte à sardine ?

La semaine dernière, lors d'un Comité Central Exceptionnel, PSA a confirmé son projet de fermeture du site de Recherche et Développement de La Garenne, et de déménagement forcé de ses 2 100 salariés. 1 400 salariés iraient au Pôle Tertiaire à Poissy, 250 à Carrières et 140 à Vélizy. D'autres, moins nombreux, iraient à Belchamp. Et combien seraient perdus en route, car ils ne pourraient pas suivre le mouvement ?

Le but est bien de gagner toujours plus d'argent sur le dos des salariés, en leur faisant faire le travail à moins nombreux au total, mais toujours plus entassés : le Pôle Tertiaire monterait à 5 500 salariés, sans qu'aucun aménagement véritable des locaux ne soit prévu !

Au moment où PSA annonce des profits toujours plus faramineux, il n'y a aucune raison que les salariés de La Garenne, comme ceux des autres sites, en fassent les frais.

Amiante, PSA condamné pour « faute inexcusable »

Un ouvrier de Sochaux à la retraite (78 ans) qui a donné 31 ans de sa vie à PSA vient de gagner au tribunal sur le dossier de l'amiante. Malade à cause de ce matériau cancérigène, comme de nombreux travailleurs, sa victoire constitue une jurisprudence dont pourront s'emparer bien d'autres plaignants au-delà de Peugeot.

PSA pourra s'acquitter de ses obligations avec le plus grand cynisme : cette jurisprudence permet aux travailleurs malades de gagner une majoration de 100 % de leur rente... à vie !

Une vie qui risque malheureusement d'être courte, par la faute de PSA.

Chez nous c'est la prime de Porscherie

Porsche, va donner une prime de 9 111 € à ses 21 000 salariés, référence à la célèbre Porsche 911. PSA n'a pas eu autant d'humour avec la 5008.

Peine légère pour une lourde fraude

Le groupe de BTP Bouygues qui participe à la construction de l'EPR de Flamanville vient d'être condamné par la justice pour travail dissimulé. La multinationale avait recruté 163 travailleurs polonais par l'intermédiaire d'Atlenco, boîte d'interim établie en Irlande, agissant via une succursale chypriote. Les contrats qu'on faisait signer à ces travailleurs polonais étaient rédigés en grec ! Pour qu'ils ne puissent même pas contrôler les conditions qu'on leur faisait.

Pour ce travail dissimulé, pour la surexploitation de ces ouvriers en toute illégalité, le multimilliardaire n'a eu droit qu'à une amende ridicule de 29 950 euros (et non de 30 000 euros, ce qui l'aurait privé d'accès aux marchés publics, une sanction mille fois plus dissuasive).

La justice applique la tolérance zéro pour les jeunes de banlieue brûleurs de poubelles. Mais avec les délinquants du CAC 40, c'est une autre chanson.

Grève générale en Guyane : les raisons de la colère

Ce lundi matin 27 mars, en Guyane, à l'appel des 37 syndicats que compte ce département d'outre-mer, la grève générale a débuté.

Les raisons du mécontentement sont multiples : pauvreté aggravée par un taux de chômage de 22 %, sous-effectif à EDF avec de fréquentes coupures de courant. Des milliers d'habitants n'ont même pas l'électricité, le manque de personnel rend l'accès aux soins parfois impossible et le projet de privatisation de l'hôpital de La Croix Rouge de Kourou a fait l'effet d'une véritable provocation.

La situation sociale catastrophique de la Guyane donne également un prétexte à tous les démagogues réactionnaires pour prétendre que misère et insécurité viendraient aussi de l'immigration de pauvres venus du Brésil voisin.

D'où le surprenant soutien d'une Marine Le Pen, qui regrette les blocages de routes et la grève, mais jure qu'elle nommerait un ministre de l'outre-mer chargé de lutter contre l'immigration. Car sa devise, c'est « pauvres de tous les pays attaquez-vous à plus pauvres que vous ».

Mais la grève qui débute pourrait bien déjouer tous ces pièges et poser les vrais problèmes sociaux d'un territoire où les fusées de la base de Kourou comptent plus que les hommes.